

Tunisie, couac de l'Aïd et Ennahda

De son lointain exil saoudien, Zinedine Ben Ali a dû bien rigoler. Le jour de l'Aïd, la télévision d'Etat tunisienne n'a rien trouvé de mieux que de diffuser l'enregistrement d'une prière demandant à Dieu «d'assurer plein succès» au président déchu. L'espace de plusieurs minutes, des centaines de milliers de téléspectateurs tunisiens n'en ont pas cru leurs oreilles. La chaîne Watania s'en est excusée. Les responsables de cette diffusion sanctionnés et remplacés au pied levé.

A l'arrière-plan de ce couac télévisuel, l'Assemblée constituante élue le 23 octobre et dont la tâche est de rédiger une nouvelle Constitution, n'a pas encore été installée. Ennahda, arrivé en tête du scrutin, a certes désigné Hamadi Jebaïli comme candidat au poste de Premier ministre, mais les tractations pour la formation d'un gouvernement avec les deux autres formations de centre-gauche arrivées en tête – le Congrès pour la République et Ettakatol – n'ont pas encore abouti. Ces deux formations, accusées de compromission par les autres partis de l'opposition parce qu'ils ont choisi de composer avec les islamistes, justifient leur positionnement politique par le fait qu'il faut être présent au sein du futur gouvernement pour peser sur les décisions d'Ennahda. Il n'est pas

question de «céder sur les acquis sociaux et culturels, ni sur les libertés fondamentales», a cru estimer Mustapha Benjaafar, responsable d'Ettakatol. Ennahda «doit prouver que son discours de tolérance sera concrétisé», a-t-il poursuivi. «Ennahda a un projet à long terme, il veut tout contrôler et diriger les ministères sociaux pour renforcer son assise populaire. Sa base est conservatrice et l'objectif est d'amener la société à se conformer à sa doctrine», accuse de son côté Nejib Chebbi, fondateur du Parti démocrate progressiste (PDP). Quant à Ennahda, le moins qu'on puisse dire est que son discours entretient un flou savant sur de nombreux sujets sociétaux. Ainsi quand on l'interroge sur le fait de savoir si le but d'Ennahda est l'instauration d'un Etat islamique, Rached Ghannouchi répond qu'en vertu de la Constitution en vigueur, la

Tunisie est déjà «un Etat musulman dont la religion est l'islam». A propos de la Charia, il juge que «celle-ci n'a jamais quitté la Tunisie : la loi tunisienne s'en est en grande partie inspirée» et, que, par conséquent, il ne touchera pas au statut des femmes.

A les regarder de plus près, les propos de Rached Ghannouchi sont symptomatiques des débats contradictoires agitant son parti, entre ceux, minoritaires, partisans d'une modernité intégrant les valeurs de l'islam à l'instar des démocrates-chrétiens européens, et ceux qui, sans l'admettre publiquement, poussent vers une islamisation rapide et totale de la Tunisie. Un débat que le parti islamique sera contraint de trancher au moment de la rédaction de la nouvelle Constitution. Car, avec à peine un peu plus de 1,5 million de voix sur 7,5 millions d'électeurs potentiels,

Ennahda est bien conscient de ne pas disposer d'un poids suffisant pour pousser son avantage. A Tunis, par exemple, ville de 2,4 millions d'habitants (banlieue comprise), Ennahda n'a obtenu que 163 069 suffrages, soit à égalité de voix avec ses adversaires de gauche qui ont obtenu 162 229 voix. Aussi est-il permis de penser que le discours rassurant des islamistes sur la démocratie et les libertés ne procède pas d'une inflexion de la pensée de ce parti vers un projet de société à la turque, mais plutôt du fait qu'une majorité de Tunisiens ne lui ont pas accordé une marge de manœuvre conséquente. Ainsi, pour gouverner, Ennahda est contraint de composer avec la réalité d'un rapport de force qui ne lui est pas tout à fait favorable.

Quant au couac de l'Aïd, il tombe à point nommé dans la mesure où il pourrait permettre au parti de



Par Hassane Zerrouky

Ghannouchi de se donner, sans attendre, les moyens audiovisuels de sa politique, à savoir disposer de sa propre chaîne de télé, en vue des élections législatives qui devraient avoir lieu fin 2012 ou début 2013 !

H. Z.

Carlos sanglote en évoquant ses camarades morts pour la cause

Pour la première fois depuis le début de son procès lundi devant la cour d'assises spéciale de Paris, Carlos a abandonné hier son air fanfaron et éclaté en sanglots en évoquant ses «camarades» morts pour la cause en Jordanie lors des combats de 1970-71.

«J'étais le premier volontaire pour la guérilla», se souvient Ilich Ramirez Sanchez en évoquant ses premières années de combat avec le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP).

Alors que depuis trois heures, celui qui se décrit comme un «révolutionnaire de naissance» plaisante, il change brusquement de ton. De tonitruant, sa voix devient inaudible. Et il replonge pour quelques secondes «dans cette nuit de bombardements dans les camps» palestiniens.

On est en septembre 1970, ce mois que l'on baptisera Septembre Noir. La Jordanie se bat alors contre les fedayins palestiniens. Jusqu'à l'été 1971, les combats, extrêmement violents, provoquent la mort de milliers de civils palestiniens.

«Malheureusement, la plupart de mes camarades sont morts et je suis en partie coupable», murmure Carlos, la voix brisée. «Tous ces gens sont morts tués comme des chiens», «il y avait des civils» et «mes camarades sacrifiés pour la cause», dit-il.

Le contraste est saisissant avec les trois heures qui viennent de s'écouler au troisième jour de ce procès où Carlos est jugé pour quatre attentats (onze morts et 150 blessés) commis en France il y a plus de 30 ans.

Après avoir rejeté plusieurs demandes de la défense comme la possibilité pour l'accusé d'organiser une conférence de presse ou l'annulation des rapports des services secrets hongrois, roumains et est-allemands concernant son dos-

sier, le président de la cour Olivier Leurent a pu enfin aborder la «personnalité de M. Ramirez Sanchez». Encore faudrait-il que Carlos réponde précisément aux questions...

«J'en reviens à ma question, M. Ramirez Sanchez.» Une fois, deux fois, trois fois... le président Leurent doit constamment le recentrer.

«Mais je vais vous expliquer, M. le président.» Dans le box, l'entrée en matière est toujours la même, mais la réponse emprunte de si nombreux méandres qu'elle aboutit rarement.

«Je suis un grand bavard», confesse en riant le polyglotte aux six langues, sans dire s'il le sera autant quand la cour en arrivera à examiner les quatre attentats qui lui sont imputés et dont il nie être à l'origine.

Dans la matinée, on aura appris que son père était un avocat marxiste, un «rebelle» qui avait passé sept mois en prison, «un anti-clérical farouche».

Quant à sa maison de Caracas, c'était «une belle villa. On avait une cuisinière, une femme de ménage et une femme pour laver et repasser, un jardinier, un chauffeur d'une grande limousine et les gardes du corps de mon père. On vivait très bien».

«On n'était pas des milliardaires, mais mon père gagnait beaucoup d'argent et le président de la République (Rafael Caldera) était son cousin», ajoute Carlos qui dit avoir été éduqué par «des précepteurs communistes».

Il dira aussi avoir eu «quatre enfants», mais «je ne les ai pas élevés», à l'exception d'Elbita, la fille qu'il a eue avec son épouse allemande Magdalena Kopp. «Vous croyez que c'était facile?!», s'énerve-t-il, avant de lancer : «C'est le prix à payer pour l'engagement révolutionnaire.»

CONDOLÉANCES

C'est avec une immense tristesse que les membres fondateurs, la rédaction et toute l'équipe du journal ont appris le décès de leur ami et confrère

Ali Bey Boudoukha

En cette pénible circonstance, ils présentent à la famille du défunt leurs condoléances les plus attristées et la prient de trouver ici l'expression de leur profonde sympathie.

Que Dieu accueille le défunt en Son Vaste Paradis.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Ça y est ! Vous êtes contents ? Vous avez même réussi à énerver un Japonais !

Face au drame que vit le secteur de la santé, Ouyahia a menacé Ould Abbès : «Soit tu reprends le contrôle, soit je te débarque et je gère tout ça par... ordonnances !»

Pas bête !

C'est une coïncidence «heureuse». Heureuse pour la démonstration, pas pour le pays. Rappelez-vous, hier, je faisais état ici de la démarche héroïque du secrétaire d'Etat à la communauté algérienne expatriée, parti au Canada tenter de convaincre les compétences algériennes de revenir donner un coup de main au bled. Le lendemain, pile, c'est-à-dire hier mercredi (je vois que vous suivez, merci !), l'ambassadeur du Japon à Alger est interviewé par *El Watan*. Et que dit ce diplomate ? Que nous sommes, après la Corée du Nord, le pays le plus fermé aux investissements étrangers. Oh ! Bien sûr, je ne me fais pas trop d'illusions. Le même ambassadeur, devant le tollé que vont sûrement susciter ses propos, va atténuer la chose, peut-être même aller jusqu'à dire que le sens de ses réponses n'a pas été très bien compris. C'est de bonne guerre... diplomatique. Mais, au fond, le coup est parti. Je ne sais pas si Son Excellence Tsukasa Kawada est adepte de la chasse, si oui, il doit bien savoir que lorsque la balle quitte le canon et va se ficher sur la cible, on aura beau demander pardon au Cerf pour ce geste, ça sera trop tard. Mais je remarque surtout, et par-dessus toute considération strictement diplomatique, que nous aurons réussi à faire bouger deux choses difficilement «bougeables». Un Japonais ! Peuple connu pour son self-control légendaire, son flegme et sa sagacité. Et nous aurons surtout fait bouger un ambassadeur japonais, donc double ration de self-control, de flegme et de sagacité. C'est une performance ! Les mecs les plus zens de la planète nous jurent, excédés, que nous ne faisons rien ou presque pour les attirer

ici, et nous, à quoi nous occupons-nous entre-temps ? Nous draguons nos compétences expatriées souvent dans des conditions dramatiques. A ce propos, je vous livre cet extrait d'une longue lettre parvenue hier matin dans ma boîte. Elle est écrite par un Algérien établi au Canada : «Hakim, bonjour. Moi, c'est Sidali. Sérieusement, ils croient qu'on va revenir pour de vrai... (hahaha) ? Dis-moi Hakim, là où je travaille, au Canada, je dispose de toute la technologie de pointe. Ma femme bosse dans une banque canadienne. Mes enfants sont dans de bonnes écoles. Alors que je n'ai même pas 40 ans, j'ai déjà ma maison et je ne suis ici que depuis 2003. Moi je connais plein d'informaticiens chômeurs sur place, en Algérie. Pourquoi ne les engagent-ils pas, les pauvres ?» Toute l'absurdité de la démarche actuelle est dans ces quelques lignes. Et du courrier en provenance du Canada, je puis vous assurer que j'en ai reçu quantité ces dernières 48 heures. Je le tiens à la disposition de Monsieur Halim Bentallah. Juste en guise d'étalon de mesure du drame à vouloir inverser les priorités. Et quitte à me répéter, l'urgence en Algérie est à la mise en place d'un ministère chargé du maintien en Algérie des compétences algériennes. La seule chose qui a peut-être changé en 48 heures, depuis la parution de l'interview de l'ambassadeur du Japon en Algérie, c'est qu'à mes yeux, en plus d'un ministère du maintien des cracks algériens chez eux, il me semble tout aussi urgent, sinon plus, de se demander très officiellement, très sérieusement, très intensément, très solennellement ce que foutent les instances en charge «théorique» de la relance et de l'encouragement de l'investissement étranger en Algérie. A ceux-là, des comptes précis doivent être demandés. Parce qu'ils ont réussi un truc incroyable : énerver un Japonais ! Faire sortir de ses gonds un Nippon. Ya Sahbi ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.